

Communiqué publié par ASSO Solidaires et Solidaires Jeunesse et Sports en janvier 2022

## **Service National Universel : Blanquer, arrêtez tout, personne ne veut du SNU**

Il y a quelques semaines, le Gouvernement a lancé une campagne de communication à destination des lycéen-ne-s pour les encourager à participer au Service National Universel. Le SNU est en phase de test depuis trois ans et la mise en place des Missions d'Intérêt Général (MIG) depuis cet été est un échec. Peu de missions sont proposées, elles n'intéressent pas les associations qui n'ont pas les capacités d'encadrer ce genre de « stage de découverte », n'en déplaît aux préfetures qui usent alors d'odieux chantages à la subvention pour arriver à leurs fins. Pour rappel, l'objectif 2021 de 25 000 jeunes en séjours de cohésion est loin d'avoir été atteint (à peine plus de 14 000 volontaires), les 50 000 jeunes visé.es en 2022 apparaissent dès lors comme un objectif irréaliste et c'est tant mieux !

### **Pour une politique publique ambitieuse en faveur de l'émancipation**

L'entêtement de Blanquer et de la Secrétaire d'État à la Jeunesse et à l'Engagement à faire passer aux forceps ce projet aussi dangereux qu'inefficace pourrait prêter à sourire. Malheureusement le SNU est aujourd'hui quasiment la seule proposition du Gouvernement faite à la jeunesse, et cette obstination provoque des souffrances bien réelles pour notre société, pour les jeunes, les « acteurs jeunesse » et leurs animateur-ice-s.

Le SNU coûte « un pognon de dingue » (62,2 millions d'€ en 2021, 3,4 milliards d'€ à termes d'après le nouveau rapport de la Cour des Comptes) et s'appuie sur une vision étriquée et régressive de la jeunesse, de l'engagement et des rapports sociaux. Non, la Jeunesse n'est pas responsable des fractures qui traversent la population française et sur lesquelles le gouvernement et l'extrême-droite font leur beurre. Oui, il y a un enjeu à (re)créer du dialogue et de la démocratie au sein de nos territoires. Non, l'engagement ne peut pas exister sous la contrainte. Oui, l'engagement est émancipateur quand il s'inscrit dans des démarches d'éducation populaire et de développement de l'esprit critique.

### **La République ne se décrète pas, elle se construit au jour le jour**

Le SNU et la communication gouvernementale incarnée par Sarah El Haïry (Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et à l'Engagement) sont marqués par une logique d'endoctrinement et de martellement démagogique s'appuyant sur des concepts vidés de leur sens ou dévoyés tels que « valeurs républicaines », « laïcité » ou encore « envie de France ». On ne soigne pas les fractures d'une société avec un matraquage idéologique creux. En plus de représenter un danger pour notre démocratie, cette démarche est loin de répondre aux enjeux de défiance d'une partie toujours plus importante de la population envers les institutions, quand le jeu du gouvernement est de poursuivre dans le même temps la destruction des services publics (hôpitaux, écoles, universités, secteur culturel...).

### **Plus personne ne veut du SNU**

Les différentes expérimentations depuis 2019 ont montré l'immense difficulté de l'État à mettre en place ce dispositif en passant de force et sans concertation des concerné-e-s. La grogne des encadrant-e-s du séjour de cohésion de l'été dernier, qui attendent toujours leurs paies, ne vient que le confirmer. En plus de ne pas avoir été payé-e-s à temps, il-elle-s étaient en contrat précaire (Contrat d'Engagement Éducatif), et le seront de nouveau en 2022.

Aujourd'hui, plus personne ne croit au SNU, ni les organisations et mouvements de jeunes qui se sont majoritairement exprimés contre le SNU et ont refusé de collaborer à sa mise en place, ni celles qui ont pu s'engager dans un premier temps dans les expérimentations, ni même les agents de l'État en charge du dispositif qui sont aujourd'hui en grande souffrance, sous pression de l'État et en sous-effectifs.

### **Des services « Jeunesse et Sports » instrumentalisés**

Le SNU a des conséquences dramatiques sur les services « Jeunesse et Sports » dont les sous-effectifs sont très importants. Ce dispositif crée de fortes tensions internes dans les services, il génère aussi un accroissement énorme des charges de travail avec comme effet un nombre croissant des arrêts maladie et détourne les agents de leurs missions d'accompagnement et de conseil du secteur associatif. De plus, l'abaissement du taux d'encadrement qui passe à un-e encadrant-e pour 8 jeunes (contre 1 pour 6 en 2021) inquiète grandement quant à la sécurité des jeunes et des salarié-e-s.

### **Une nouvelle phase d'expérimentation au service de la campagne de M. Macron**

Nous dénonçons la mise en œuvre du SNU en 2022 qui prévoit une large communication du Gouvernement à destination des jeunes, dans les mois qui précèdent les présidentielles. Elle est une nouvelle preuve de l'incapacité du Gouvernement à faire face aux problèmes que rencontrent actuellement les jeunes. Cette manœuvre politique incarne à elle seule les raisons de la défiance des jeunes vis-à-vis de la politique et est indigne de l'urgence dans laquelle se trouve une partie de la jeunesse.

Malgré une mise en place difficile et conflictuelle du dispositif depuis 3 ans, le Gouvernement s'entête à le déployer dans tous les départements. L'État en grande difficulté en 2021 pour organiser un séjour par département a décidé pour 2022 d'en organiser 2 par départements (et 3 dans certains départements). Ces derniers se dérouleront en février, en juin et en juillet et parfois sur le temps scolaire, ubuesque ! De surcroît, pour les séjours de février (un département par académie), seulement 4000 jeunes sont attendu.es : une mascarade électorale !

### **Le SNU c'est toujours NON !**

Nous appelons toutes les personnes concernées de près ou de loin par cette nouvelle expérimentation à s'y opposer, à s'organiser collectivement pour refuser de participer à cette mascarade et boycotter ce dispositif ridicule et dangereux, loin d'être à la hauteur des enjeux.

Nous soutenons et soutiendrons celles et ceux qui luttent au quotidien, notamment au sein des services de l'État et dans les associations !

#### ***Le Service National Universel Quésako ?***

*Présenté par le gouvernement comme un "un projet d'émancipation de la jeunesse", le SNU s'adresse à tous les jeunes de 15 à 17 ans. Actuellement proposé sur la base du volontariat, il a vocation à devenir obligatoire.*

*Il s'articule en trois étapes tournées autour de « l'engagement » :*

- 1) un séjour de cohésion de deux semaines*
- 2) une mission d'intérêt général de 84 heures*
- 3) la possibilité d'un engagement volontaire d'au moins 3 mois*

*Le séjour de cohésion est très marqué militairement, il se déroule en uniforme, les journées sont rythmées par des temps très patriotiques (Marseillaise, levée des couleurs)*

#### Contacts



**ACTION DES SALARIÉ-E-S  
DU SECTEUR ASSOCIATIF**

ASSO Solidaires  
[contact@syndicat-asso.fr](mailto:contact@syndicat-asso.fr)

**Solidaires**  
**Jeunesse et Sports**

Solidaires Jeunesse et Sports  
[solidairesjs@net-c.com](mailto:solidairesjs@net-c.com)

Contactez-nous pour vous soutenir dans vos mobilisations !